



GREDDI

CENTRE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE ET
EN DROIT DU DÉVELOPPEMENT INSULAIRE

DOCUMENT DE TRAVAIL

2016 • 01

**Une analyse comparative des
économies des DOM à travers les
matrices de comptabilité sociale**



Sébastien MATHOURAPARSAD | Bernard DECALUWE



Sébastien MATHOURAPARSAD

Professeur de Sciences Économiques
Laboratoire d'Economie Appliquée au
Développement (LEAD)
U.F.R, des Sciences Juridiques et
Economiques

**Campus de Fouillole,
BP 270
97157 Pointe-à-Pitre Cedex
GUADELOUPE**

Email: smathour@univ-ag.fr

Bernard Decaluwé

Professeur de Sciences Économiques
Université Laval
Département d'économique, Pavillon
J.-A. De Sève,

Québec (Quebec) G1K 7P4

Email:
bernard.decaluwe@ecn.ulaval.ca

Une analyse comparative des économies des DOM à travers les matrices de comptabilité sociale

A comparative analysis of economies of the french overseas department through the social accounting matrices

Résumé

Les matrices de comptabilité sociale (MCS) décrivent, dans un cadre macroéconomique cohérent, la structure des quatre économies insulaires. Elles intègrent un tableau des entrées intermédiaires pour une vingtaine de secteurs, une balance des paiements et les principaux flux économiques entre les DOM, les régions avoisinantes (Caraïbe pour les DFA et Océan indien pour La Réunion), l'Union européenne (y compris la France métropolitaine), le Reste du Monde, l'Etat et les collectivités locales. Cette présentation permet une lecture immédiate des principaux agrégats macroéconomiques et leurs relations mutuelles. Les MCS montrent une certaine similarité entre les Antilles, quelques différences avec la Guyane et une distinction plus marquée de l'économie réunionnaise. Nous présentons d'une part la méthodologie de construction des MCS et d'autre part une analyse comparative des économies dominiennes au travers des comptes économiques.

Mots-clés : économie régionale, matrice de comptabilité sociale, Dom.

Classification JEL : E20, O18, R13

Abstract

Social Accounting Matrices (SAM) describes, in a consistent macroeconomic framework, the structure of the Four French overseas regions. They include the Input-Output Table and key Economic flows between the overseas departments, the neighboring regions (Caribbean for the Guadeloupe, Martinique and French Guyana and Indian Ocean for the Reunion Island), European Union (including the metropole) Rest of the World. The MCS show a certain similarity between the Caribbean island, some differences with Guyana and more differences with the Reunion Island.

Keywords: Regional economy, social accounting matrix, french overseas department.

JEL classification : E20, O18, R13

1. Introduction

C'est STONE, prix Nobel d'économie en 1984, qui fut le premier à introduire l'idée de la construction de Matrices de Comptabilité Sociale (MCS), afin de disposer d'un document comptable qui retrace les flux production-revenu-demande. Sa démarche se voulait complémentaire à la généralisation de l'utilisation des comptes nationaux et en particulier leur codification par les Nations Unies afin d'aider à comprendre et comparer les économies entre elles.

Les premières MCS ont été développées à partir des années soixante-dix (Iran, Sri Lanka, Botswana) pour les problèmes spécifiques de la politique du développement et notamment pour traiter des problématiques liées à l'emploi et à la distribution des revenus (PYATT et THORBECKE, 1976 ; PYATT et ROUND, 1985)

Aujourd'hui, elles font l'objet de nombreuses utilisations pour analyser des interrelations entre les caractères structurels d'une économie et la distribution du revenu et de la dépense entre les groupes de ménages. La plupart de ces applications recourent à des modèles d'équilibre général calculable, dont la MCS constitue le cadre comptable.

En général, l'élaboration d'une MCS peut se traduire (PYATT et ROUND 1985) par les étapes suivantes :

- choix du niveau de désagrégation, qui dépend bien sûr des études souhaitées. Cette phase exige une étroite concertation entre les différentes parties prenantes,
- organisation d'un séminaire pour soumettre le projet à l'appréciation d'économistes, de statisticiens et de représentants d'administration,
- construction d'une première Mcs à partir des données disponibles,
- compléments à partir de sources diverses : études supplémentaires, jugement personnel, correction d'erreur,
- application d'une méthode d'équilibrage (généralement la méthode Ras ou entropie-croisée) pour assurer la cohérence d'ensemble de la matrice.

La MCS se présente sous la forme d'un tableau carré qui retrace en ligne et en colonne le compte d'un même agent ou d'une même activité. Les agents économiques sont considérés comme des secteurs institutionnels. Parmi eux, on compte le secteur des ménages, le secteur des entreprises financières et non financières, le secteur public et le secteur extérieur. Du côté des activités, la

désagrégation de la MCS peut être très fine et comporter éventuellement plusieurs dizaines de secteurs ou de produits. Un des grands avantages de ce cadre comptable est qu'il rend cohérent les données relatives aux conditions d'équilibre de tous les marchés ainsi que le respect des contraintes budgétaires des agents.

En France, la Corse dispose d'une MCS et ce, malgré l'absence de comptabilité régionale. Dans les territoires d'Outre-mer, il y a eu quelques expériences. COGNEAU et DUMONT (2000) ont construit une première MCS pour la Réunion. Puis CROISSANT (2003) a construit une MCS pour la Réunion. Ces MCS étaient très agrégées. MATHOURAPARSAD (2011) a construit des MCS désagrégées pour la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion à partir des données de l'année 2003 et 2005. HOAREAU (2012) a élaboré une MCS pour La Réunion avec un détail des activités de l'agriculture bovine.

La vocation de ce type d'outil est double. En premier lieu, il s'agit d'offrir une présentation cohérente des transactions qui ont lieu au sein d'une économie. En second lieu, la Mcs fournit aux décideurs la base comptable d'un cadre analytique englobant une dimension réelle (via la prise en compte des données économiques) et une dimension sociale. Une Mcs peut aussi être utilisée comme un modèle macroéconomique (ou plus précisément comme le modèle de Leontief) permettant d'estimer les effets des changements exogènes ou injections tels qu'une augmentation des dépenses publiques ou des exportations. Les effets peuvent être distingués en effets directs, indirects et induits à l'aide du calcul des multiplicateurs¹¹.

L'objectif de notre article est double : présenter les principes de construction des MCS de chaque DOM (Martinique, Guadeloupe, Réunion et Guyane) pour l'année 2008 et conduire une analyse comparative de ces quatre économies afin de faire apparaître leurs différences et convergences.

¹¹ Voir les travaux de MATHOURAPARSAD, MAURIN et MONTAUBAN (2007) sur la Guadeloupe.

2. Structure des MCS des DOM

La construction de nos Mcs repose sur le Système européen des comptes (Sec), qui est l'harmonisation des comptes nationaux des pays européens. Une Mcs regroupe les comptes du Sec dans une seule matrice, en tissant les liens entre les ressources et les emplois d'une économie et les comptes des secteurs institutionnels (Eurostat et la Commission européenne, 1996). Une Mcs incorpore un tableau d'entrées-sorties (Tes), mais une nette distinction doit être faite entre ce tableau et la Mcs. Par rapport au Tes, la Mcs s'agrandit par la prise en compte de l'ensemble des transferts entre les différents types d'agents économiques comme les ménages, les différentes catégories d'entreprises, les administrations publiques et le reste du monde (Pyatt, 1999). La Mcs est conçue comme une extension et une restructuration du Tes et constitue, en outre, une synthèse du Tee.

La construction d'une telle matrice est donc une tâche ardue qui soulève plusieurs types de problèmes au nombre desquels le choix de l'année de base. Dans notre cas, le choix a été fait de retenir une année récente (l'année 2008) pour laquelle les comptes économiques sont calculés et disponibles en nouvelle base. Les données des années 2009 ou 2010 ont été écartées car elles pourraient être affectées en premier lieu par la crise sociale ultramarine de 2009 et en second lieu par les effets de la dernière crise financière mondiale.

En règle générale la matrice de comptabilité sociale (Mcs) décrit le processus de production et les flux de transactions entre des agents économiques à savoir les ménages, les entreprises, les administrations et le reste du monde. Elle retrace les flux de dépenses (en colonne) et de revenus (en ligne) de chaque agent économique d'une part et pour les activités et les produits d'autre part.

La Mcs étant une matrice carrée respectant le cadre comptable de la double entrée, elle doit être toujours parfaitement équilibrée. Il n'existe pas un seul type de Mcs. On retrouve dans la littérature différentes présentations. Toutefois, toutes respectent certaines règles de base telles que le total des dépenses (en colonne) qui est toujours égal au total des recettes (en ligne) et ceci pour chacun des comptes de la matrice. Dans notre cas, nous avons choisi de suivre essentiellement le Système européen des comptes et adopté une lecture de la matrice qui soit assez proche de celle des comptes régionaux produits par l'Insee². Chaque cellule d'une Mcs correspond en quelque sorte à une transaction entre un compte « payeur » (colonne) et un compte « receveur » (ligne). Elles décrivent donc les transactions observées entre les différentes institutions et les branches de production dans une économie durant une année (ou la moyenne de plusieurs années) et non uniquement les flux interindustriels.

Pour résumer ce qu'il s'y passe, nous noterons que dans une économie ouverte, les biens s'échangent sur les marchés domestique et extérieur. Sur le marché interne, l'offre globale comprend les produits locaux et importés. Elle rencontre la

² Voir par exemple DECALUWE, MARTENS et SAVARD Chapitre 5 pour une présentation standard. Nord américaine.

demande domestique. Sur le marché étranger, la production domestique est offerte aux prix extérieurs.

Le Tableau 1 présente la structure de la Mcs. Les indications entre parenthèses renvoient aux codes utilisés dans la nomenclature comptable. Cela permet de suivre la construction d'une Mcs en repérant les données des comptes des secteurs institutionnels. Le compte (P.I) correspond ainsi à l'opération de Production dans le compte des secteurs institutionnels, (B.01) est la valeur ajoutée dans le compte d'exploitation, etc.

Tableau 1 : Structure de la matrice de comptabilité sociale agrégée

		Produits	Branches	Facteurs de production	Ménages	Entreprises	Administration	Marges, taxes et subventions	Variations de stocks	Epargne /investissement	Reste du monde	Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Produits	1	Consignations intermédiaires (P.2)		Demande de consommation (P.3)		Demande de consommation (P.3)		Stocks (P.52)	Demande d'investissement (P.51)	Exportations (P.6)	Emplois finaux totaux	
Branches	2	Production (P.1)									Offre locale total	
Facteurs de production	3	Valeur ajoutée nette (B.01)								Transferts du reste du monde (D.1)	Valeur ajoutée nette totale	
Ménages	4			Revenus des ménages (B.0A+D.1)	Transferts nets (D.4)	Transferts (D.4)	Transferts (D.6+D.7)			Transferts (D.7)	Recettes totales des ménages	
Entreprises	5			Revenus des entreprises (B.0A)	Transferts (D.4+D.7)	Transferts nets (D.4)	Transferts (D.4+D.7)			Transferts (D.4+D.7)	Recettes totales des entreprises	
Administration	6			Revenus des administrations (B.0A)	Transferts (D.4+D.5+D.6+D.7)	Transferts (D.4+D.5+D.7)	Transferts nets (D.5+D.6+D.7)	Taxes et subventions (D.2+D.3)		Transferts (D.7)	Recettes totales des administrations	
Marges de commerce/transport et taxes et subventions	7	Marges de commerce/transport, taxes et subventions sur produits (D.2+D.3)	Taxes et subventions sur production (D.2+D.3)								Marges commerciales et de transport totales, taxes et subventions totales	
Variations de stocks	8									Total des Variations stocks (P.52)		variations de stocks totales
Epargne/investissement	9				Epargne des ménages (B.8)	Epargne des entreprises (B.8)	Epargne des administrations (B.8)			Epargne étrangère (B.8)	Epargne totale	
Reste du monde	10	Importations (P.7)				Transferts au reste du monde (D.4+D.7)	Transferts au reste du monde (D.7)	Taxes et subventions (D.2+D.3)		Transferts (D.4+D.7)	Recettes étrangères totale	
Total	11	Emplois finaux totaux	Production	Valeur ajoutée nette	Dépenses des ménages	Dépenses des entreprises	Dépenses des administrations	Marges, taxes et subv. totales	variations de stocks totales	Investissement total	Dépenses étrangères	

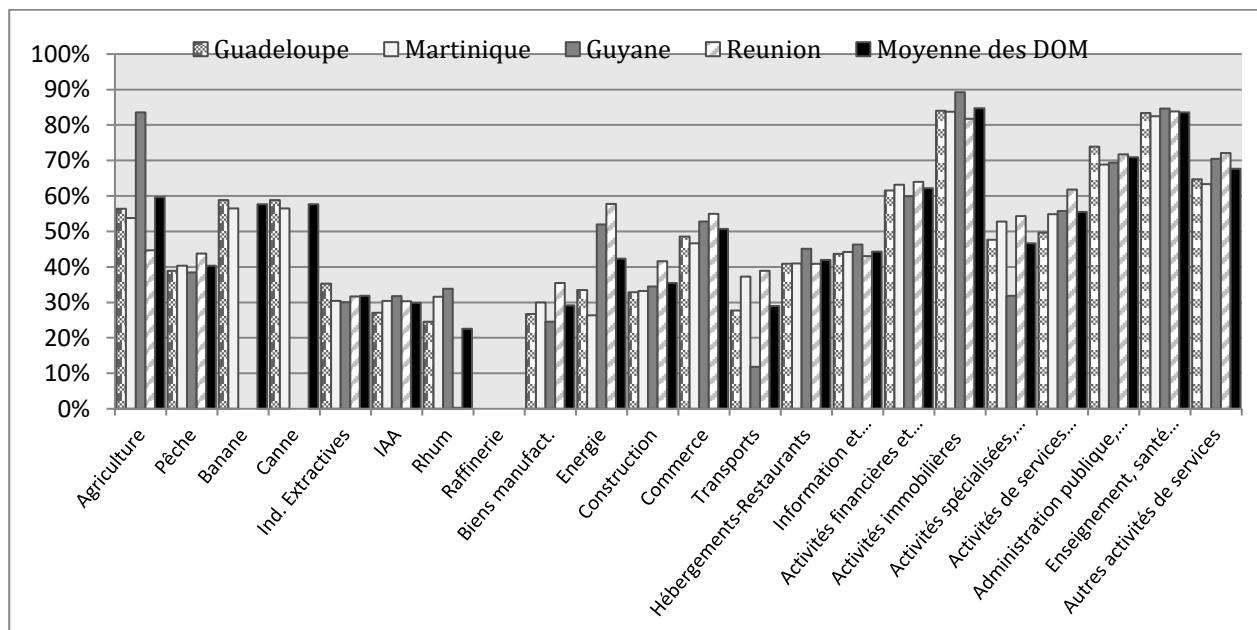
3. Analyse comparative de la structure économique des DOM

Puisque les MCS donnent une photographie instantanée des flux de production, de revenu, de consommation et de transferts de l'ensemble des agents, une étude attentive des données de la MCS nous fournira une information détaillée sur la structure économique des quatre départements. L'analyse que nous réalisons ci-après met en perspective les structures des différentes économies. Ceci nous permet de comprendre quels peuvent-être les grands canaux de transmission de chocs sur l'activité de chaque territoire.

3.1. Les relations de production

Pour connaître la nature des technologies de production utilisées par la firme représentative dans chaque secteur de production, nous pouvons utiliser les données contenues dans les matrices. Nous nous intéresserons plus particulièrement au taux de valeur ajoutée sectorielle (cf. Figure 1) et à son complément le taux de consommations intermédiaires, à l'intensité factorielle en mesurant le rapport Capital /Travail et à la contribution sectorielle à la production et à la valeur ajoutée régionale.

Figure 1 : Taux de valeur ajoutée sectorielle



Source : MATHOURAPARSAD et DECALUWE, données INSEE.

La Figure 1 montre les taux de valeur ajoutée sectorielle par unité produite. On constate que l'ensemble les branches industrielles (IND EXTRACT-IAA-RHUM-BS MANU), la construction et le transport affichent des taux de valeur ajoutée relativement faibles. Par corollaire, elles

consomment davantage de consommations intermédiaires. Par conséquent, ces secteurs exercent un fort effet d'entraînement aussi bien à la hausse qu'à la baisse sur les autres branches de production. Une forte augmentation de la demande pour les produits agro-industriels par exemple se répercutera plus fortement sur les autres secteurs d'activité qu'un accroissement de la demande de produits agricoles. À contrario, les secteurs des activités immobilières, des activités financières, des activités non marchandes et des autres services ont de forts taux de valeur ajoutée et, du point de vue de la production, n'exercent que peu d'effets d'entraînement sur les autres branches. Par rapport à la moyenne des DOM, les branches qui discriminent le plus ces économies sont l'agriculture en Guyane avec un taux de valeur ajoutée extrêmement fort (84%), de l'énergie en Guyane et à la Réunion où les taux de valeur ajoutée sont beaucoup plus importants. Le transport a un taux de valeur ajoutée très faible en Guyane (12%) ainsi que le rhum à la Réunion (0,3%). Une analyse de la série 2003-2007 permet aussi de constater que les données de 2008 reflètent la même tendance que les cinq années antérieures, malgré le changement de base effectué par l'Insee en 2008.

En termes de technologie de production, les branches agricoles sont dans l'ensemble moyennement intensives en travail avec des coefficients d'intensité en travail aux alentours de 50%. Un choc qui affecterait négativement ces branches aurait donc un effet mitigé sur les revenus tirés du travail. La canne est relativement plus intensive (59%) que la banane (46%). Un choc affectant le secteur de la canne en Martinique aura très certainement d'importants effets compte tenu d'une intensité en main d'œuvre particulièrement élevée (87%). La Martinique se distingue également par une intensité supérieure à la moyenne pour la branche « Autre agriculture ». Par contre en Guyane, le secteur « Autre agriculture » est très intensif en capital (91%).

Les branches industrielles sont plus intensives en travail. En moyenne, l'ensemble de l'industrie affiche un taux d'intensité en travail de 64% en excluant le Rhum.

Ce secteur présente une particularité car il enregistre des taux d'intensité en travail extrêmement élevés surtout en Guadeloupe et à la Réunion où les taux dépassent les 100%.

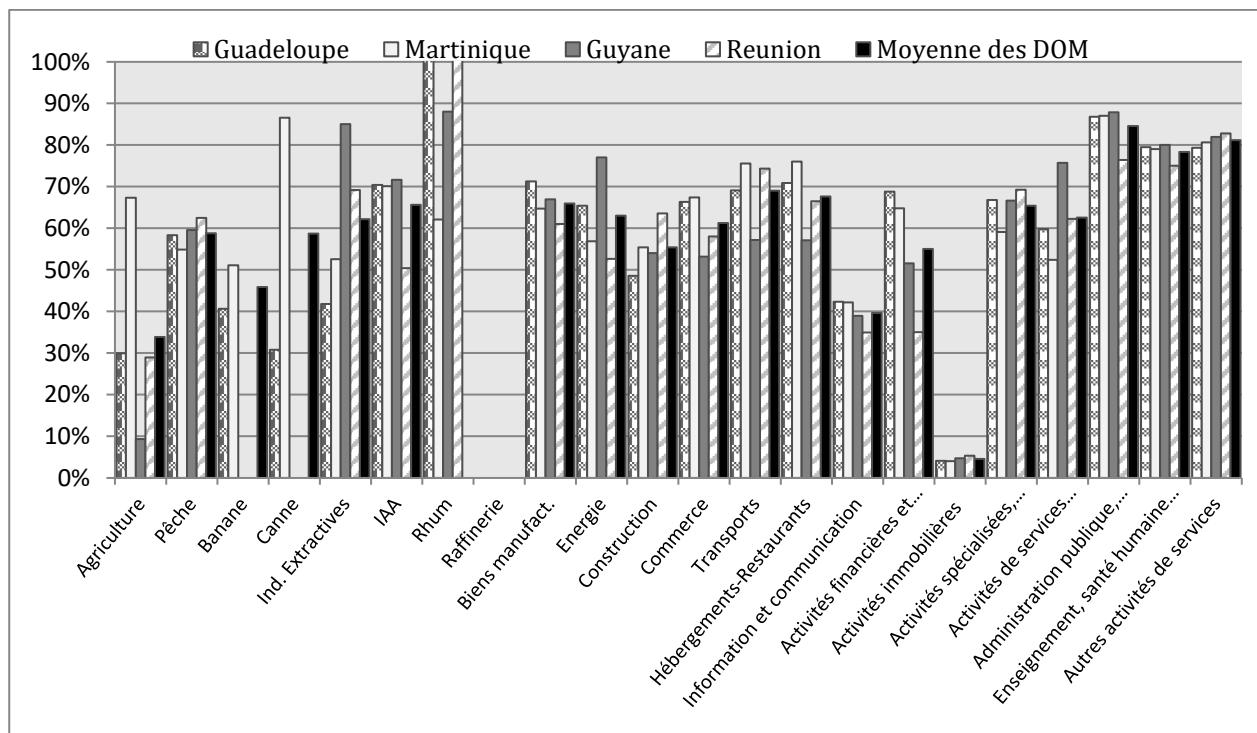
Le secteur du Rhum est tout à fait particulier. Il réalise un Excédent brut d'exploitation (EBE) négatif car c'est un secteur fortement subventionné. Dans le cas du rhum il ne faut donc pas interpréter la part de la masse salariale dans la valeur ajoutée comme un indicateur de l'intensité en travail dans la technologie de production mais plutôt comme le reflet d'interventions gouvernementales importantes pour soutenir ce secteur.

Le secteur « Autre agriculture » est également très subventionné (12% de la valeur ajoutée) mais ni le secteur de la canne ni celui de la banane n'enregistrent de subvention à la production dans les comptes économiques. Les subventions versées par l'Europe (subventions sur les produits) permettent notamment aux producteurs de bananes de maintenir un prix compétitif en compensant leur manque à gagner en vendant leur production au prix du marché.

Au niveau des branches du sucre et du rhum, c'est principalement l'Etat qui aide les usiniers à payer les salaires des ouvriers en versant des subventions d'exploitation ou de production notamment pour atteindre un prix réglementé pour la tonne de cannes.

Les branches tertiaires sont toutes intensives en travail (cf. Figure 2) surtout les branches non marchandes. Toutefois, ce qui n'est pas surprenant, nous notons que la branche des activités immobilières est extrêmement intensive en capital (95%). Par ailleurs, la Réunion par rapport à la moyenne se distingue par une intensité capitalistique plus élevée dans le secteur des activités financières.

Figure 2 : Intensité factorielle en travail



Source : MATHOURAPARSAD et DECALUWE, données INSEE.

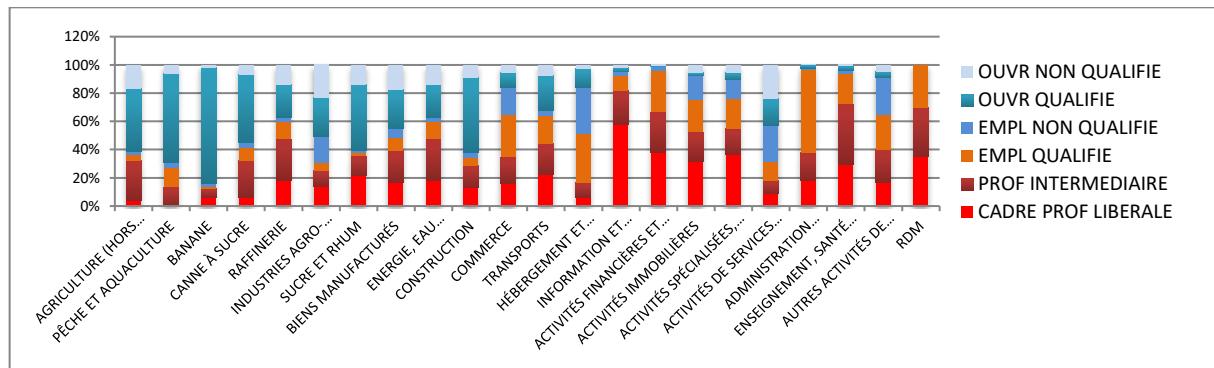
3.2. Composition sectorielle de la main d'œuvre

Pour chaque Dom, la main d'œuvre a été décomposée en six catégories afin de tenir compte du type d'emploi ou de qualification requis par les branches de production. Les données Dads utilisées pour cette décomposition nous fournissent la répartition par branche pour les catégories suivantes : ouvrier non qualifiés, ouvriers qualifiés, employés non qualifiés, employés qualifiés, professions intermédiaires et cadres et professions libérales.

En examinant les données présentées dans les Figures 3 à 6, on observera que la répartition des travailleurs est assez similaire dans les Dom.³

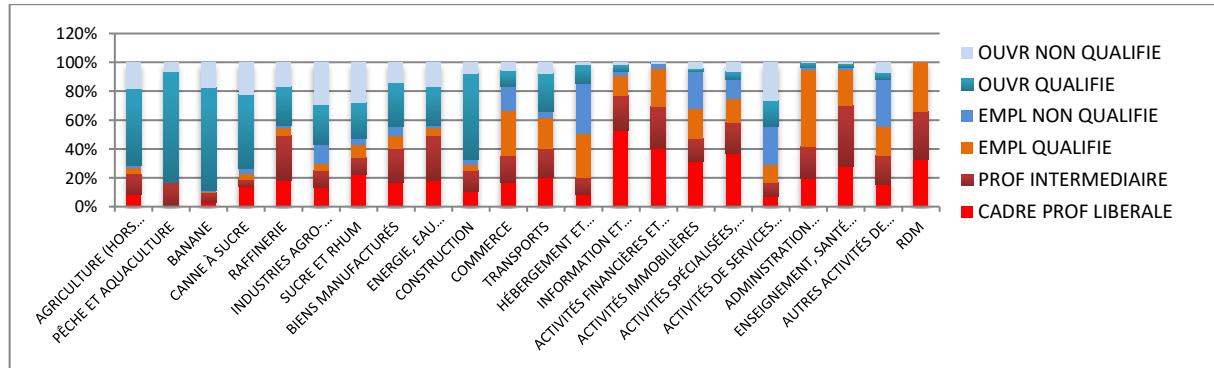
De façon globale, on peut relever une forte concentration des moins qualifiés dans l'agriculture et une présence plus forte des qualifiés dans le tertiaire.

Figure 3 : Intensité factorielle par catégorie de travailleurs en Guadeloupe



Source : MATHOURAPARSAD et DECALUWE, données INSEE.

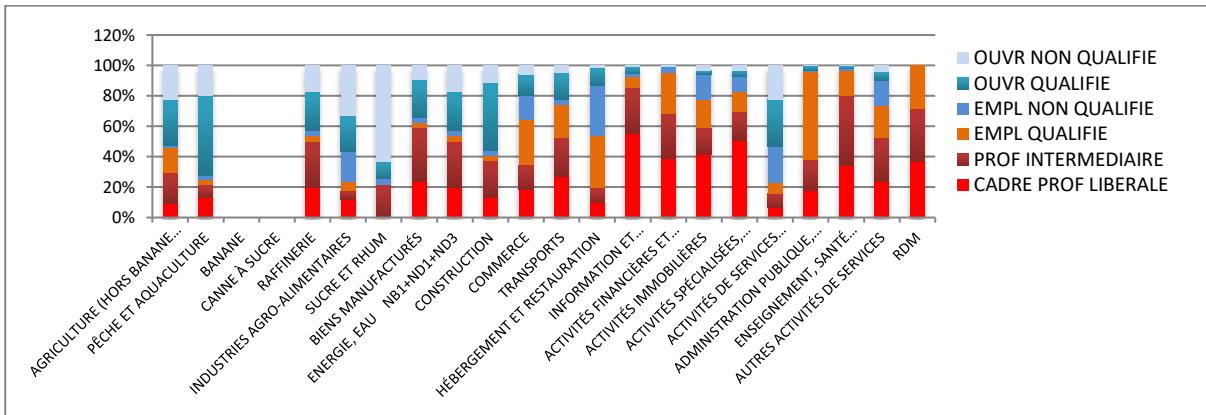
Figure 4 : Intensité factorielle par catégorie de travailleurs en Martinique



Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

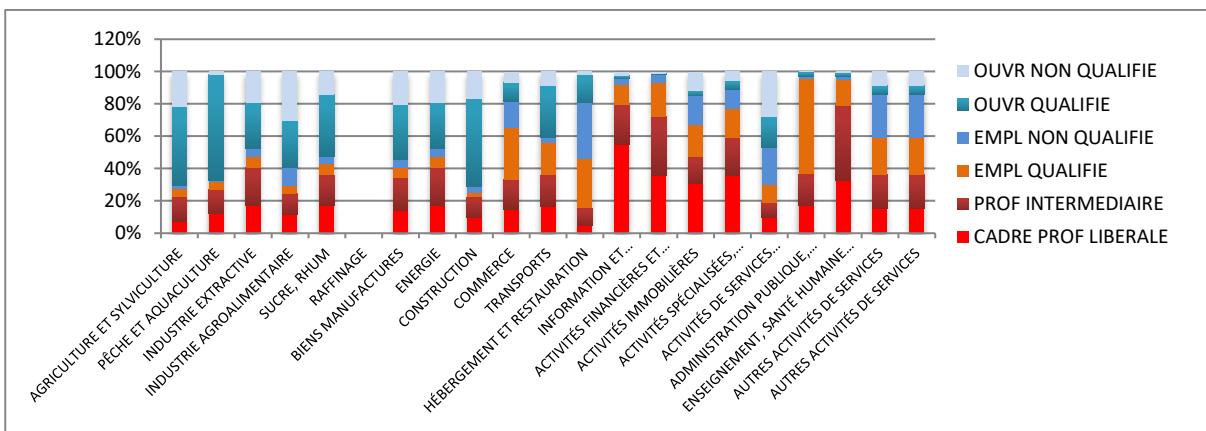
³ La branche notée « RDM » correspond à la rémunération des travailleurs versée par des entreprises extérieures au territoire. Il s'agit essentiellement de travailleurs qualifiés pour la plus grande majorité.

Figure 5 : Intensité factorielle par catégorie de travailleurs en Guyane



Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Figure 6 : Intensité factorielle par catégorie de travailleurs à La Réunion



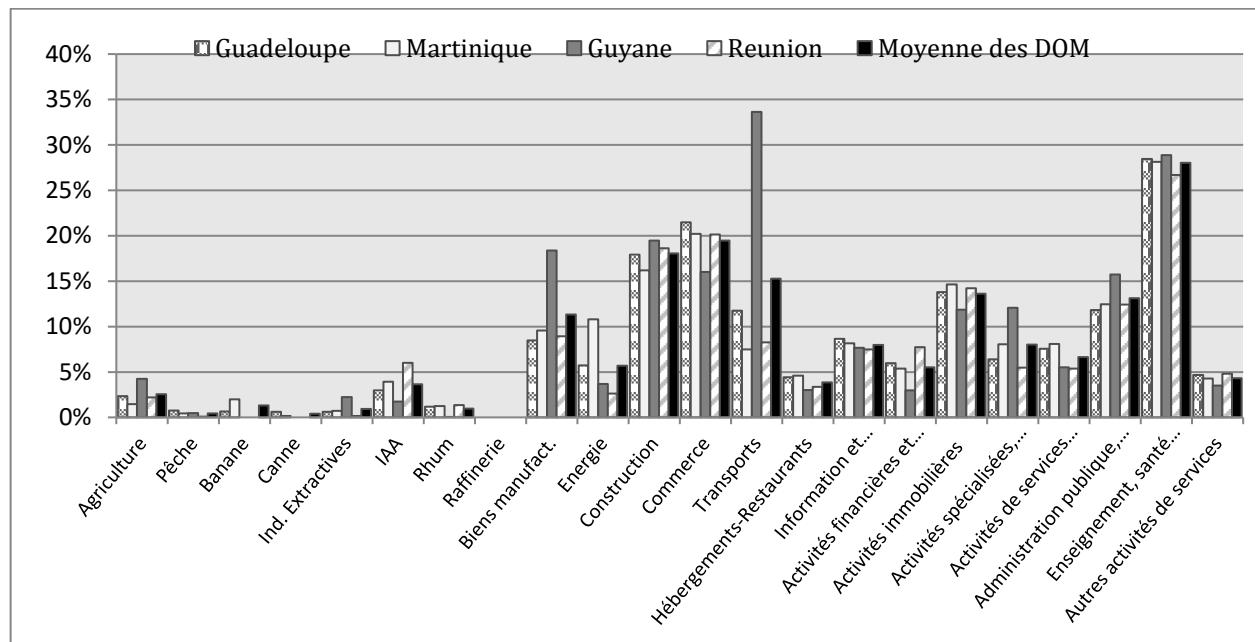
Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

3.3. Contribution sectorielle au Pib

En termes de contribution au Pib, on constate l'importance du secteur tertiaire qui contribue à plus de la moitié du Pib. Plus finement, les secteurs les plus porteurs sont l'enseignement, le commerce et la construction suivis des activités immobilières. D'un Dom à l'autre on observe généralement peu de différences significatives. En Guyane, le secteur des transports est le plus gros contributeur au Pib.

En comparant maintenant la contribution de chaque secteur par rapport à la moyenne des DOM (cf. Figure 7), le secteur des biens manufacturiers, les activités scientifiques et l'administration publique sont une contribution supérieure à la moyenne des Dom. En Martinique, c'est le secteur de l'énergie qui enregistre une plus forte contribution par rapport aux autres Dom alors qu'à la Réunion la discrimination est plus importante pour le secteur des activités financières.

Figures 7 : Contribution sectorielle de l'output brut au Pib

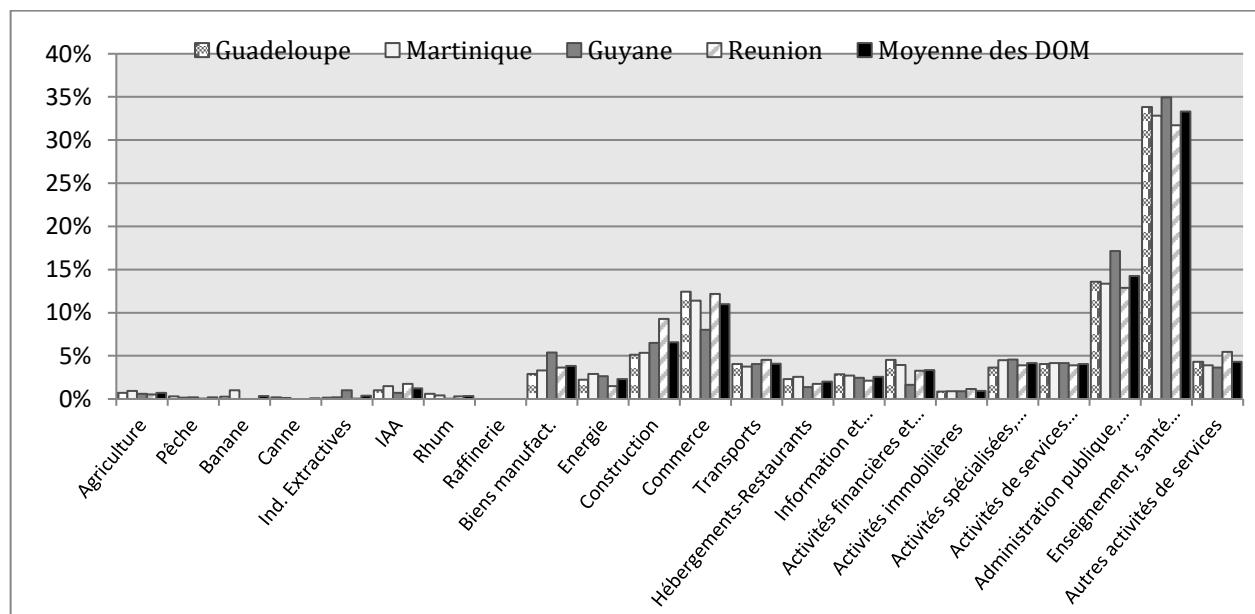


Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

3.4. Structure du marché des facteurs de production

La Figure 8 présente les différentes structures du marché de la main d'œuvre.

Figure 8 Structure du marché du travail



Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Dans l'ensemble, les structures des Dom sont très semblables. Ce sont des économies fortement tertiaires. Le secteur de l'enseignement génère le plus de masse salariale (33% pour la moyenne des Dom) sur le marché du travail suivi de l'administration publique (14% en moyenne). La Guyane se distingue quelque peu avec 17% de masse salariale générée par l'administration publique (contre 14% en moyenne) et 8% dans le secteur du commerce (contre 11% en moyenne). La Réunion génère davantage de salaires dans la construction (9%) alors que la moyenne des Dom enregistre 7%.

Compte tenu de cette structure, on peut rapidement en déduire que des chocs sur le marché du travail affecteraient prioritairement les secteurs publics (enseignement, administration publique) ainsi que le commerce. Notons toutefois que ces deux secteurs sont très réglementés puisque c'est l'Etat qui détermine le niveau des salaires et le niveau d'emploi.

Par contre, lorsqu'on analyse le marché du facteur capital, on constate que ce sont les secteurs des activités immobilières (32%) et l'enseignement (14%) qui génèrent la plus grande part de l'excédent brut d'exploitation de l'économie. Les secteurs les plus hétérogènes entre les Dom sont « Autre agriculture » (la Réunion génère 2,4% de l'Ebe alors que la Guyane en génère 0,5%) ou encore l'énergie où la Martinique génère 2% de l'Ebe contre 0,5% en Guyane.

3.5. Structure des marchés des produits

Pour comprendre la structure de marché des produits, il faut pouvoir distinguer la composition de la demande totale pour chaque marché. Selon que la demande est dépendante de la consommation des ménages ou de l'investissement, la structure du marché sera différente et les répercussions de chocs externes pourront affecter différemment les marchés selon leur degré de dépendance au revenu des ménages ou à la relation épargne/investissement.

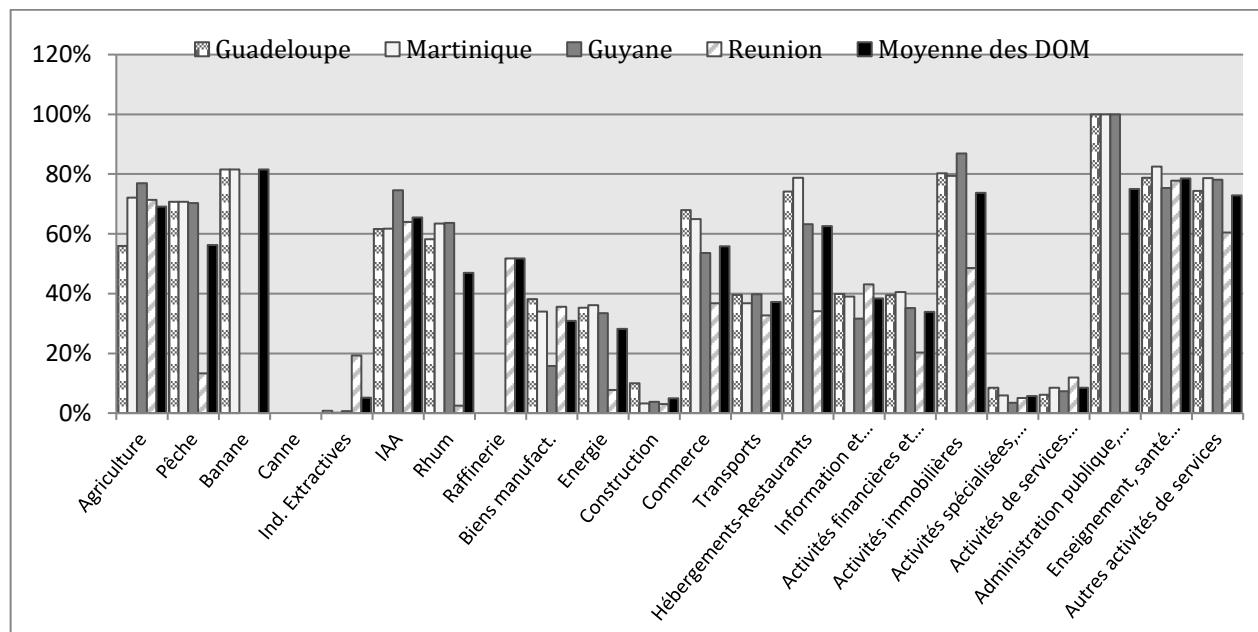
Un premier résultat est tout à fait notable (cf. Figure 9). On constate que les produits se destinent surtout à la demande en termes d'intrants intermédiaires dans les départements français d'Amérique (Dfa).

Deux produits sont essentiellement demandés en termes de biens d'investissement : les produits « Construction » et « Biens manufacturiers ». Pour tous les autres produits, les montants sont très faibles ou nuls. Plusieurs branches fournissent des biens intermédiaires et dépendent donc du dynamisme des autres secteurs pour leur expansion. Les produits les plus demandés en termes d'intrants intermédiaires sont surtout la canne, les industries extractives, le rhum, les produits de raffinerie, l'énergie les services marchands (le transport, les activités scientifiques, les activités financières et les services administratifs).

On peut d'ailleurs noter la plus grande demande des biens manufacturiers en termes d'intrants intermédiaires en Guyane. Toutes les autres branches (les produits agricoles

excepté la canne, les produits agroalimentaires, le commerce, l'hôtel-restauration, les activités immobilières et le non marchand) dépendent essentiellement de la demande de consommation des ménages. Ainsi, si les revenus des ménages fluctuent on peut s'attendre à une variation de la consommation qui affectera plus particulièrement les secteurs qui en dépendent.

Figure 9 : Part de la consommation des ménages

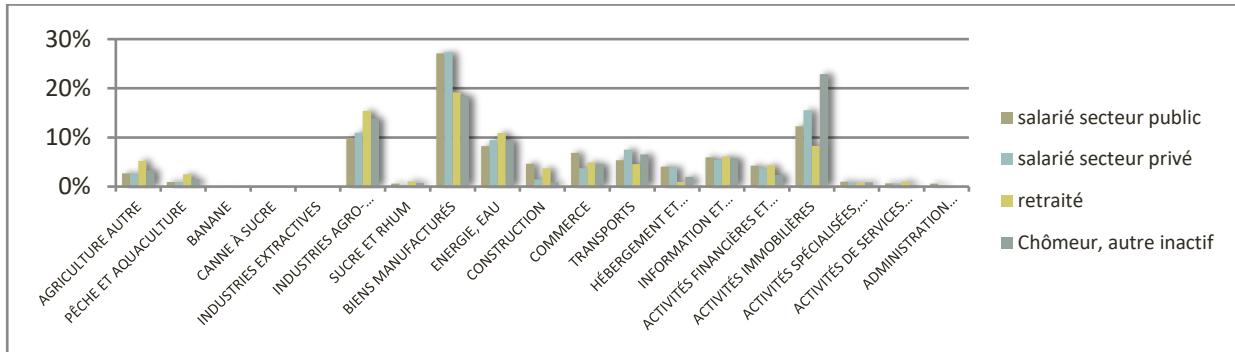


Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données insee.

3.6. Structure de la consommation des ménages et composition de la demande finale

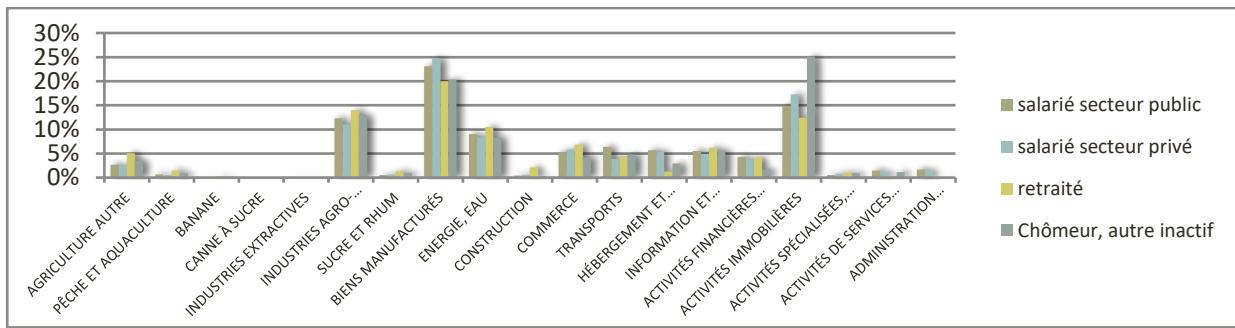
Pour les fins de notre étude, les ménages ont été désagrégés en quatre catégories dans chaque Dom : salarié du secteur public, salarié du secteur privé, retraité et Chômeur et autre inactif. L'enquête Budget des Familles (Bdf) 2006 utilisée pour cela fournit la répartition des dépenses par produit des 4 catégories de ménages (cf. Figure 10 à 15). On peut noter que, tout d'abord, il y a une forte similitude aux Antilles avec une consommation plus forte de biens manufacturés, de produits agro-alimentaires et d'activités immobilières. Une légère distinction peut être observée avec la Guyane. Si l'on retrouve à peu de choses près la même structure de consommation des différents ménages vis-à-vis des ménages antillais, on peut noter une forte consommation des activités de commerce par les retraités que les autres types de ménages. Les ménages guyanais consomment par ailleurs davantage de produits agricoles et de services de santé que les antillais. Enfin, les ménages réunionnais consomment beaucoup de produits agroalimentaires, manufacturés et des activités immobilières comme ceux des Dfa.

Figure 10 : Part de la consommation par type de ménages en Guadeloupe



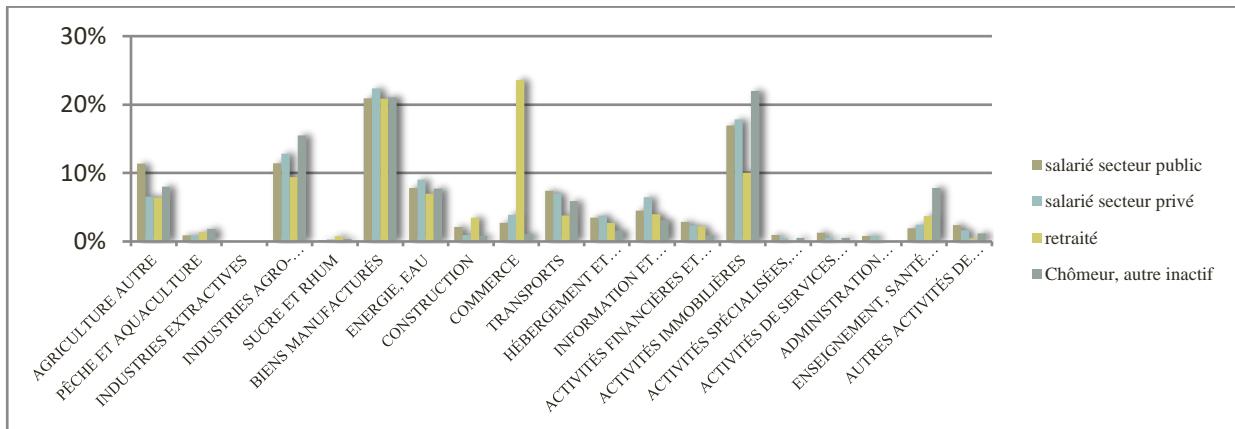
Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Figure 11 : Part de la consommation par type de ménages en Martinique



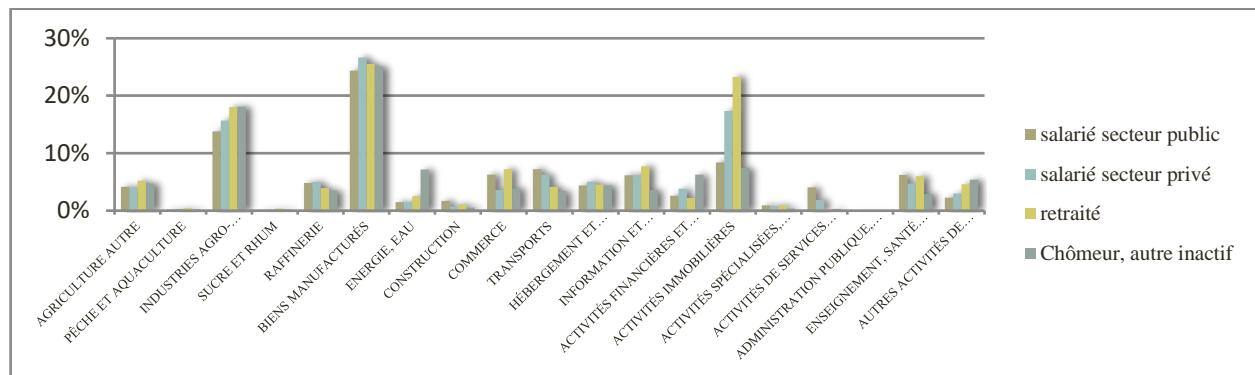
Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Figure 12 : Part de la consommation par type de ménages en Guyane



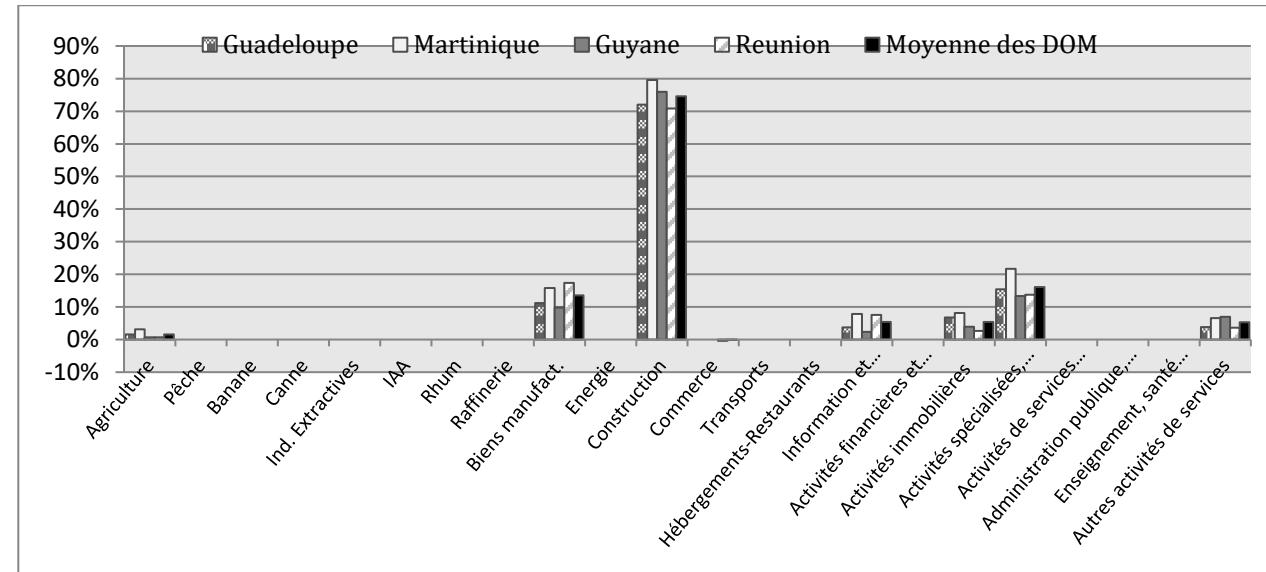
Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Figure 13 : Part de la consommation par type de ménages à La Réunion

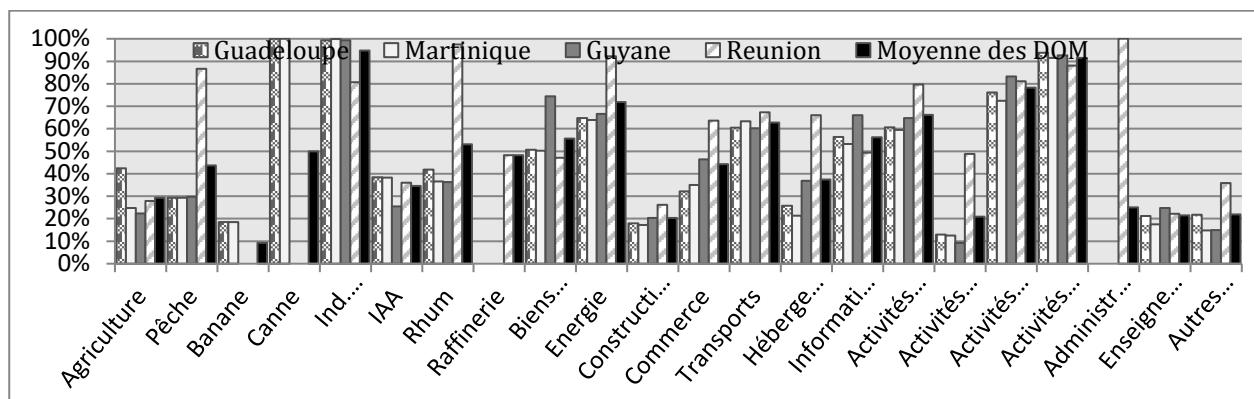


Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Figure 14 : Part de la demande de biens d'investissement



Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Figure 15 : Part de la consommation intermédiaire

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

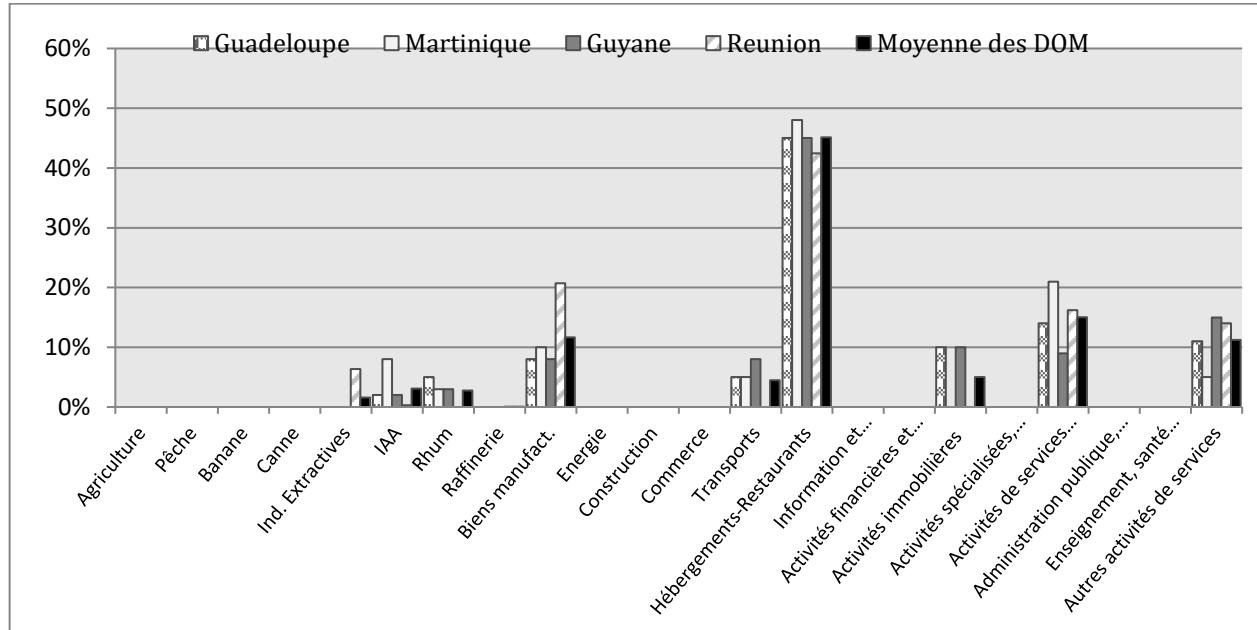
Pour chacun des marchés, l'étude des coefficients nous permet d'identifier la source de la demande pour ces produits. Ainsi, on peut constater que trois-quarts des marchés des services publics et autres services, les activités immobilières dépendent de la demande pour motif de consommation. Par contre, les marchés des industries extractives, les services administratifs, l'énergie, les activités scientifiques dépendent beaucoup de l'importance de la demande de consommation intermédiaire.

3.7. Les touristes

Par rapport au Pib, les dépenses des touristes représentent 4% en Guadeloupe, 3% en Martinique, 2% en Guyane et à la Réunion.

Les touristes consomment surtout des produits de l'hôtellerie-restauration puis les produits manufacturiers (cf. Figure 16). Le troisième poste de dépense est les services administratifs qui correspondent à des services de location de voiture.

Figure 16 : Part de la consommation des touristes

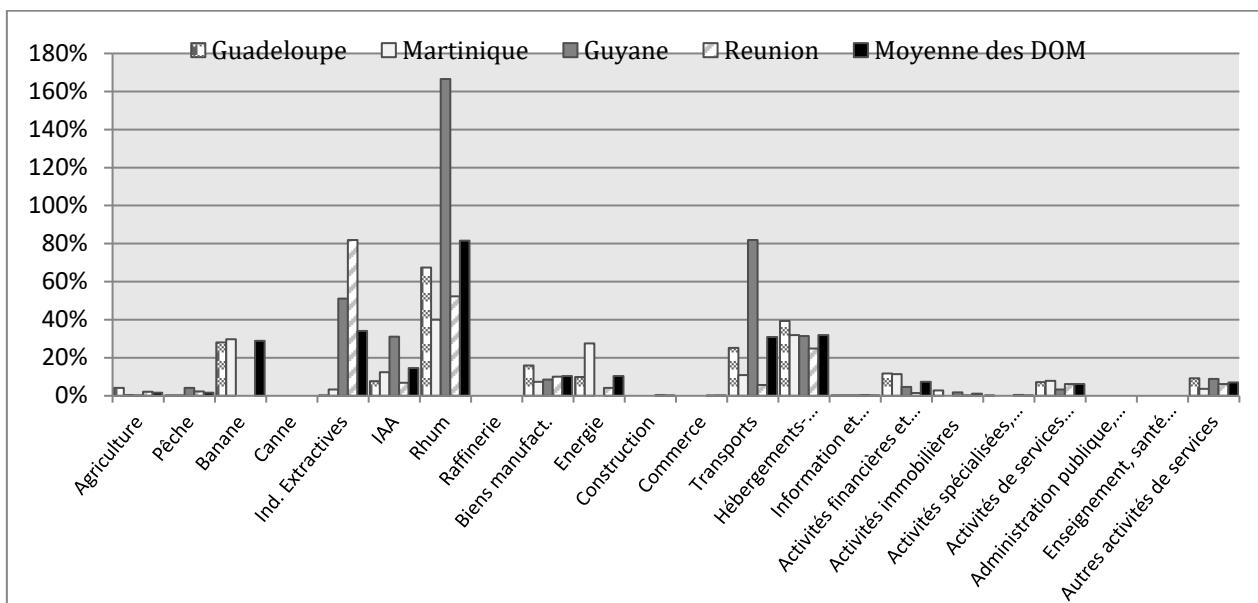


Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

3.8. Structure du commerce extérieur

La Mcs 2008 fournit également des informations utiles sur la structure du commerce extérieur. Dans nos Mcs, on distingue les transactions avec l'étranger selon qu'elles proviennent du reste du monde ou qu'elles leur sont destinées. Du point de vue des exportations (cf. Figure 17), on peut donc mesurer les intensités sectorielles à l'exportation et l'importance de chaque marché de destination. En calculant la part des exportations totales dans la production sectorielle, on mesure, d'une certaine façon, la performance sectorielle à l'exportation du secteur concerné. Simultanément, ce coefficient nous donne une idée du degré de dépendance du secteur à des fluctuations des prix ou de la demande mondiale.

Figure 17 : Intensités sectorielles à l'exportation



Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Première constatation : le produit raffinerie. Il correspond à de la ré-exportation puisqu'il n'est pas produit sur le territoire réunionnais.

Le transport est le service le plus exporté en Guyane (81%) en raison des activités du spatial. Le secteur du spatial a nécessité un travail particulier et fait appel à plusieurs hypothèses pour la construction du compte, les données n'étant pas disponibles. Ainsi, nous avons utilisé des données de l'Insee, notamment le Tes de 1997, une étude de 2007 sur les activités du spatial et des calculs internes de l'Insee qui nous ont été fournis. Il en ressort que nous avons considéré que la production du spatial se composait à 88% de la consommation intermédiaire et 12% de valeur ajoutée. En termes d'intrants intermédiaires, la branche consomme essentiellement des biens manufacturés (98% de la consommation intermédiaire totale). Il emploie essentiellement de la main d'œuvre qualifié (80%). Sa production est entièrement exportée.

Un quart de la production du transport guadeloupéen est exporté.

Le rhum et la banane sont deux produits phares du commerce extérieur domien. Les Antilles écoulent à l'étranger respectivement 28% pour la Guadeloupe et 30% pour la Martinique. La Guadeloupe et la Réunion exportent plus de la moitié de leur production de rhum (respectivement 51% et 52%), la Martinique le tiers et la Guyane 13%.

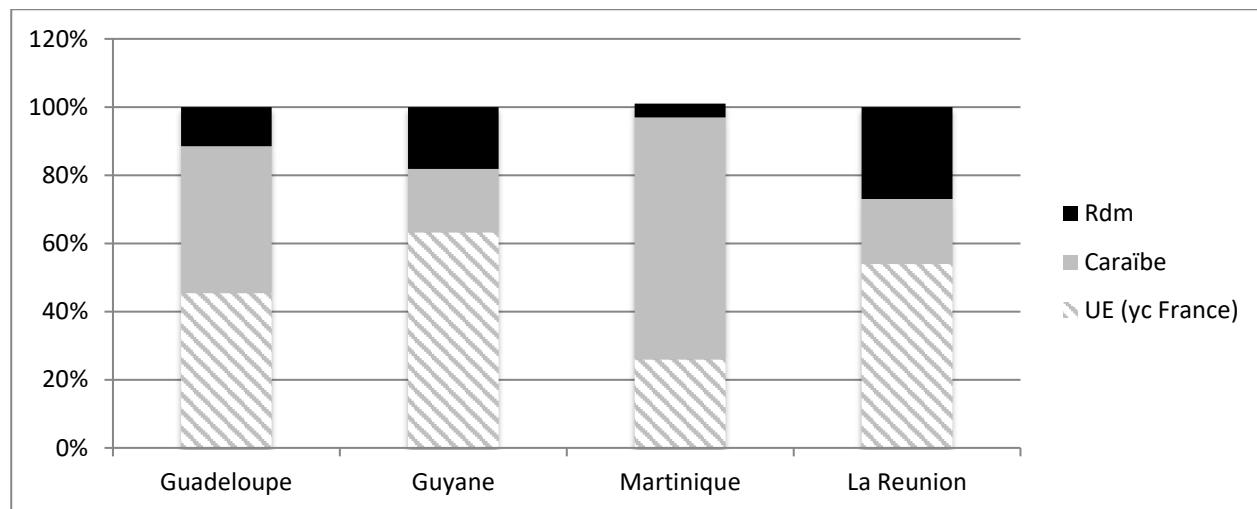
La Guyane exporte plus de la moitié de sa production d'industries extractives qui correspond à de l'or (51%) et la Réunion en exporte 21%.

On constate donc que la production domienne est essentiellement tournée vers la satisfaction du marché intérieur et que sa capacité d'expansion est relativement limitée. Seuls trois ou quatre secteurs peuvent s'appuyer sur les marchés étrangers pour favoriser leur croissance.

Les branches les plus génératrices de recettes d'exportation sont les transports (en Guyane et en Guadeloupe), l'industrie extractive (en Guyane et à la Réunion) la banane (aux Antilles) et le rhum dont le commerce permet à toutes les régions d'écouler presque 50% de la production.

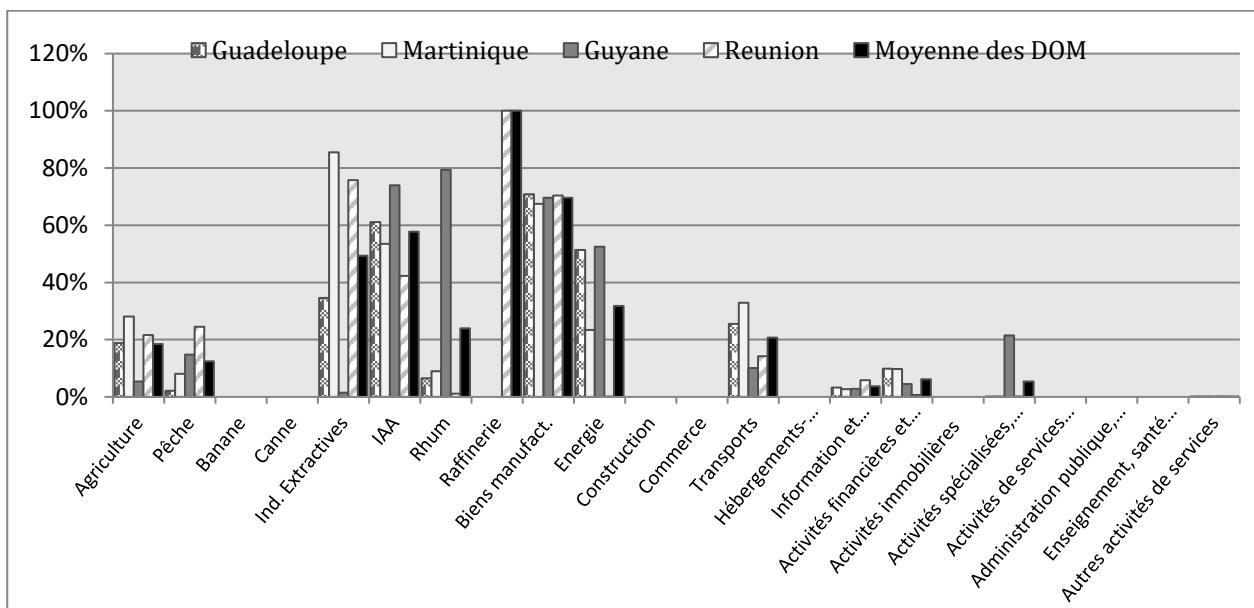
Si l'on s'attarde sur les zones destinatrices des exportations des Dom (cf. Figure 18), on peut noter une forte exportation de la Martinique vers les pays caribéens, bien plus que l'Union européenne. Toutefois, il faut observer qu'il s'agit principalement d'exportations de carburant à destination de la Guadeloupe. Si La Réunion n'importe quasiment pas des pays océaniens, en revanche cette destination représente plus d'un quart de ses exportations totales.

Figure 18 : Exportations par zone



Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Un calcul semblable peut s'appliquer à l'importation (cf. Figure 19). Le taux de pénétration des importations, c'est-à-dire la part des importations dans les ressources totales du produit sur le marché intérieur, va donc mesurer à la fois le degré de dépendance vis-à-vis de l'étranger pour l'approvisionnement du marché intérieur, mais également la pression qu'exercent les concurrents étrangers sur les marchés intérieurs.

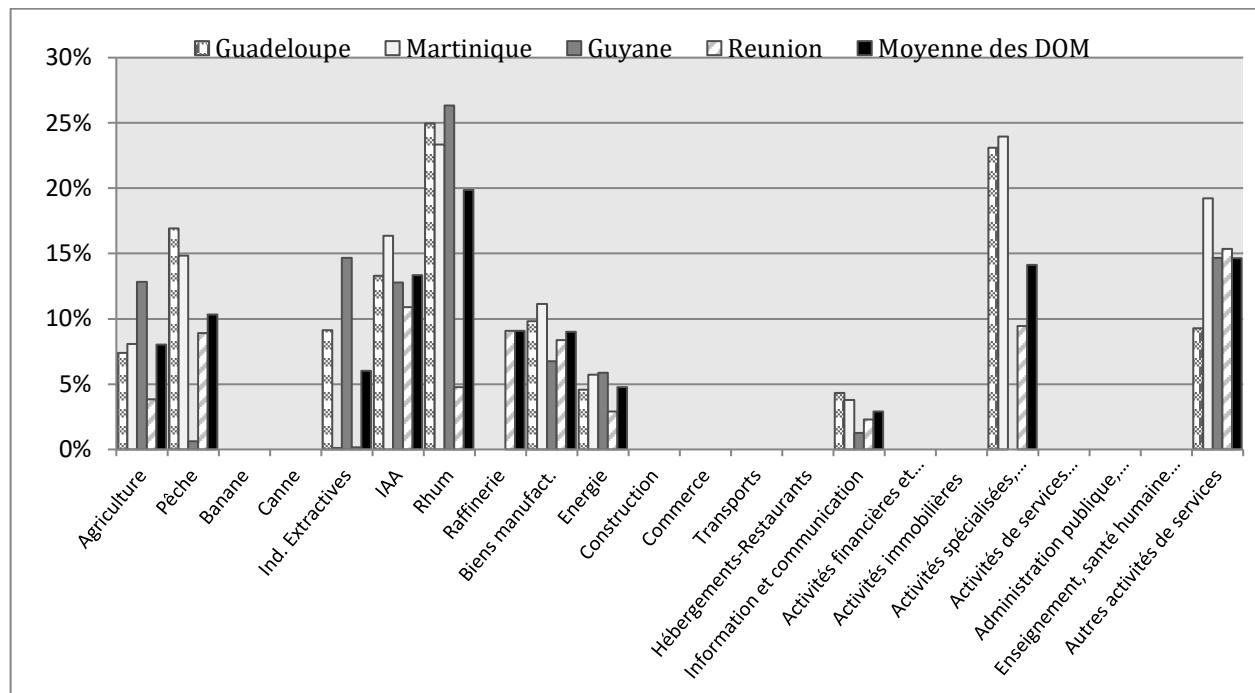
Figure 19 : Taux de pénétration sectorielle des importations

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Ainsi, l'approvisionnement en produits de raffinerie, biens manufacturiers et industries agroalimentaires dépendent des marchés étrangers. Par contre, la concurrence exercée par les importations a une importance non négligeable sur les secteurs des biens manufacturiers et des produits agroalimentaires. Dans la mesure où la gamme des produits importés diffère sensiblement de ceux produits localement, un taux élevé de pénétration ne se traduira pas nécessairement par une concurrence forte qui affectera les producteurs locaux. Par contre, une plus grande diversité de produits peut inciter les consommateurs à se détourner des produits locaux pour leur préférer des produits importés et affecter indirectement les producteurs locaux. Dans le cas où les produits importés sont des substituts de produits locaux, la concurrence des importations pourra avoir des effets négatifs sur les producteurs, qui devront ajuster leurs prix et éventuellement leur production pour s'adapter à la présence étrangère.

Du point de vue de la fiscalité qui touche le commerce extérieur (cf. Figure 20), les produits du rhum, des activités scientifiques, des autres services des produits agroalimentaires sont les plus taxés (surtout le rhum en Guyane et les activités scientifiques en Martinique).

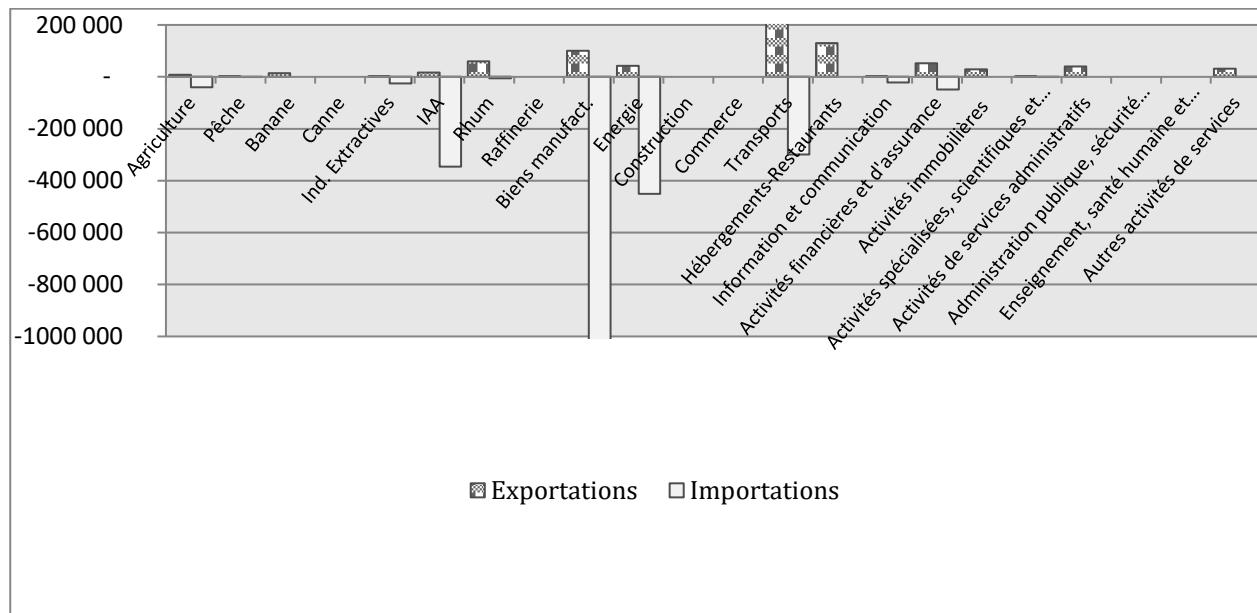
Figure 20 : Taux apparents de droits de douane à l'importation



Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

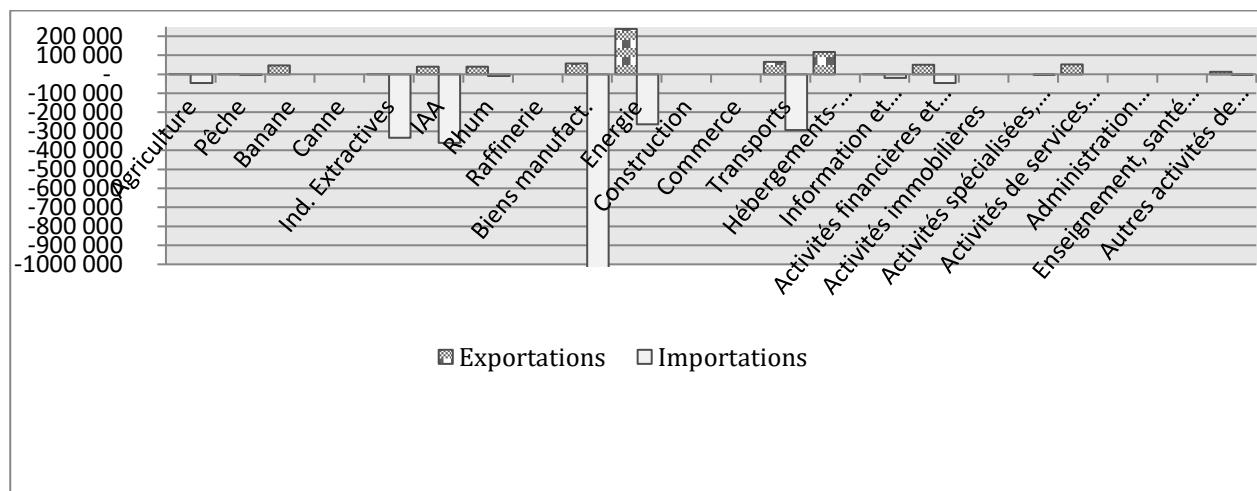
En termes d'équilibre de la balance commerciale, les graphiques suivants (cf. Figure 21 à 24) illustrent la composition des exportations et des importations. Le commerce extérieur est dominé par quelques branches d'activités seulement, et à l'exception des branches tertiaires autres que le transport, toutes les branches exportatrices affichent un solde de leur balance sectorielle déficitaire, la valeur des importations étant supérieure à celle des exportations. On peut noter certaines distinctions entre les Dom. Ainsi, les branches les plus déficitaires sont l'agroalimentaire, les biens manufacturiers l'industrie extractive et l'énergie aux Antilles. Il s'agit des branches agroalimentaires, biens manufacturiers, énergie et activités scientifiques en Guyane et des branches autre agriculture, agroalimentaire, industrie extractive, raffinerie, biens manufacturiers, énergie et transport à la Réunion. On peut constater donc qu'en fine, c'est sur la performance à l'exportation de la branche transport à la Réunion que repose le financement de la balance commerciale de cette économie.

Figure 21 : Balance commerciale sectorielle de la Guadeloupe



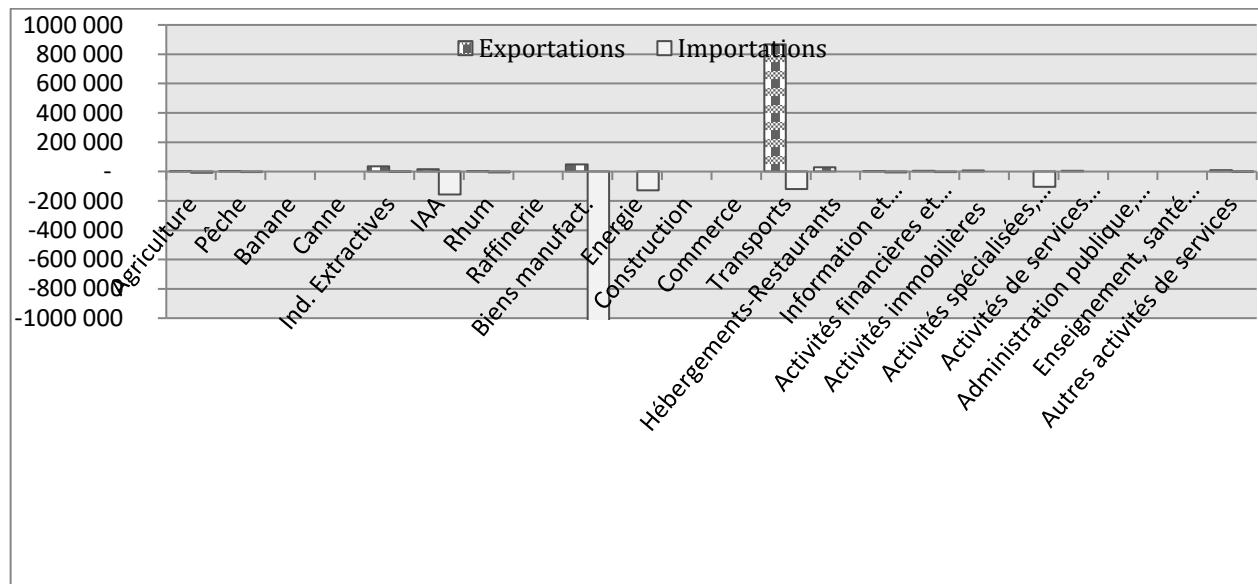
Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Figure 22 : Balance commerciale sectorielle de la Martinique



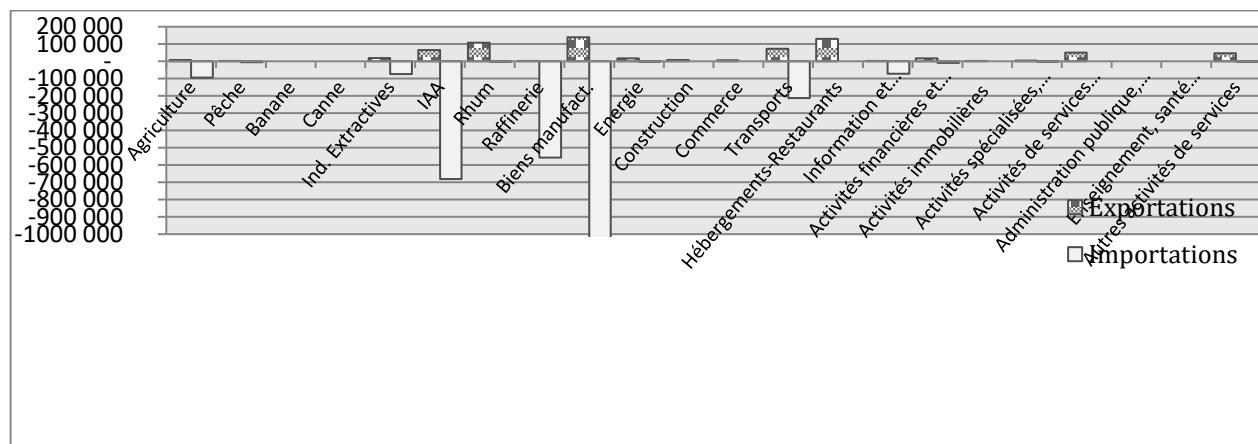
Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Figure 23 : Balance commerciale sectorielle de la Guyane



Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Figure 24 : Balance commerciale sectorielle de la Réunion



Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

3.9. Emplois et ressources des ménages

3.9.1. Structure des revenus des ménages et des autres institutions

En moyenne, les rémunérations des salariés représentent 42% des revenus bruts des ménages dans les Dom. L'ensemble des transferts versés par les administrations pèse pour 19% dans les revenus des ménages domiens. 0,7% des salaires sont versés par le reste du monde.

La structure des revenus des agents révèle une forte similitude entre les Antilles. Ce qui distingue le plus les Antilles de la moyenne des Dom est la plus faible part de revenus de la propriété (5% aux Antilles contre 11% en moyenne dans les Dom).

Il y a une plus grande hétérogénéité avec la Réunion. Tout d'abord, on n'enregistre pas dans les comptes de rémunérations versées par le reste du monde pour les travailleurs. Ensuite, les ménages réunionnais ont la part de rémunérations des salaires la plus faible des Dom (39% de leurs revenus contre 42% en moyenne dans les Dom).

En général on constate aussi que la moitié du revenu des administrations se compose de transferts versés par les ménages et plus de la moitié (56%) des revenus des entreprises provient des revenus d'exploitation. Les entreprises perçoivent la plus grande part de revenus de la propriété (intérêts, revenus distribués par les entreprises, etc.). Elle constitue 24% des revenus des entreprises réunionnaises contre 11% des entreprises dominiennes. Une autre particularité concerne les administrations. 14% des revenus des entreprises réunionnaises sont constitués des revenus d'exploitation (alors qu'ils représentent 9% en moyenne dans les Dom). Leurs recettes se composent plus majoritairement de prélèvements des ménages qui représentent 55% des revenus des administrations contre 50% en moyenne dans les Dom. Elles tirent également une plus forte part de leurs revenus, par rapport aux autres Dom, des recettes fiscales indirectes (31% à la Réunion alors qu'en moyenne dans les Dom cette part s'élève à 26%).

L'analyse par type de ménages (cf. Tableaux 2 à 5) montre une certaine similitude chez les ménages antillais qui tirent entre deux-tiers et trois-quarts de leurs revenus du travail. Les transferts versés par les administrations sont les principales ressources des retraités, chômeurs et autres inactifs.

Tableau 2 : Structure des principaux revenus des ménages guadeloupéens

Ménages	Revenus d'exploitation	Rémunérations	Revenus distribués des entreprises	Transferts sociaux
Salarié du public	9%	64%	3%	5%
Salarié du privé	24%	61%	9%	5%
Retraité	10%	0%	4%	57%
Chômeurs et autre inactif	1%	0%	0%	41%

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Tableau 3 : Structure des principaux revenus des ménages martiniquais

Ménages	Revenus d'exploitation	Rémunérations	Revenus distribués des entreprises	Transferts sociaux
Salarié du public	8%	76%	3%	5%
Salarié du privé	24%	61%	9%	4%
Retraité	7%	0%	3%	50%
Chômeurs et autre inactif	1%	0%	0%	33%

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Tableau 4 : Structure des principaux revenus des ménages guyanais

Ménages	Revenus d'exploitation	Rémunérations	Revenus distribués des entreprises	Transferts sociaux
Salarié du public	16%	63%	4%	4%
Salarié du privé	18%	70%	4%	5%
Retraité	1%	0%	0%	96%
Chômeurs et autre inactif	12%	0%	3%	25%

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Tableau 5 : Structure des revenus des ménages réunionnais

Ménages	Revenus d'exploitation	Rémunérations	Revenus distribués des entreprises	Transferts sociaux
Salarié du public	12%	67%	5%	7%
Salarié du privé	22%	60%	9%	7%
Retraité	15%	0%	6%	43%
Chômeurs et autre inactif	5%	0%	2%	49%

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

3.9.2. Structure des dépenses des ménages et des autres institutions

En moyenne plus du tiers des revenus des entreprises (39%) constitue de l'épargne. Elles allouent 7% de leurs revenus aux impôts et redistribuent un peu plus d'un quart en paiement aux ménages (27%).

Presque deux tiers des dépenses des ménages portent sur la consommation et presqu'un quart est destiné au paiement d'impôts. Ils épargnent en moyenne 11% de leurs revenus.

Pratiquement tout le revenu des administrations (95%) est de la dépense publique. Elles consacrent environ 41% de leurs revenus à des transferts aux ménages. Elles ont un besoin de financement qui représente en moyenne la moitié de leurs revenus.

En comparant poste à poste, on peut noter que la structure des dépenses des agents révèle là encore une certaine similitude entre les Antilles.

Comme on le sait, les revenus des ménages proviennent de la rémunération des facteurs de production dont ils sont détenteurs, ainsi que des transferts entre institutions.

En examinant les coefficients calculés dans le Tableau 6, on constate qu'en 2008, les ménages ultramarins ont en moyenne une propension moyenne à consommer d'environ 62 % de leurs revenus avec une plus faible propension en Guyane. Les taux apparents moyens de taxes directes sont relativement importants (quasiment un quart de leurs revenus) et les ménages ont une épargne non marginale d'environ 11% de leurs revenus. Ce sont les ménages guyanais qui se distinguent particulièrement des autres avec le taux d'épargne le plus élevé (18%), la propension à consommer la plus faible (55%) et le taux de taxation directe le plus élevé (26%).

Tableau 6 : Structure des dépenses des ménages

DOM	Part de la consommation	Part des impôts	Part des transferts versés	Part de l'épargne	Total
Guadeloupe	64%	24%	4%	8%	100%
Martinique	64%	25%	3%	7%	100%
Guyane	55%	26%	2%	18%	100%
La Réunion	65%	19%	4%	12%	100%
Moyenne des DOM	62%	23%	3%	11%	

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

C'est surtout pour les administrations réunionnaises que l'on peut relever de fortes différences. 60% de leurs dépenses sont consacrées à des transferts vers les ménages et le besoin de financement représente environ les deux tiers de leurs revenus. Les transferts entre administrations sont négatifs et correspondent à des emplois supérieurs aux ressources. Une analyse plus fine nous montre que ceci est dû à une part des prestations sociales versées relativement importante (53% des emplois alors que pour la Guadeloupe les prestations sociales représentent 42% des emplois des administrations).

C'est à la Réunion que la part des revenus des ménages allouée aux impôts (19%) et de revenus épargnés (27%) sont les plus faibles. Les entreprises de l'île enregistrent la plus grande part de revenus des entreprises redistribués (24% contre 11% en moyenne).

Si l'on s'intéresse à la structure des dépenses par type de ménages (cf. Tableaux 7 à 10), il ressort une certaine similitude entre les différents Dom. En l'occurrence, une forte propension à consommer des chômeurs ainsi qu'une forte imposition des salariés du public. En termes de structure, les ménages guyanais présentent certaines particularités : la part de la consommation et de l'épargne n'est pas la même que dans les autres Dom. Ils semblent arbitrer un peu plus pour de l'épargne que de la consommation immédiate relativement aux autres Dom.

Tableau 7 : Structure des principales dépenses des ménages guadeloupéens

Ménages	Part de la consommation	Part des impôts	Part de l'épargne
Salarié du public	59%	28%	9%
Salarié du privé	44%	15%	5%
Retraité	59%	29%	8%
Chômeurs et autre inactif	80%	8%	7%

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Tableau 8 : Structure des principales dépenses des ménages martiniquais

Ménages	Part de la consommation	Part des impôts	Part de l'épargne
Salarié du public	52%	34%	10%
Salarié du privé	47%	15%	4%
Retraité	65%	24%	6%
Chômeurs et autre inactif	80%	8%	7%

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Tableau 9 : Structure des principales dépenses des ménages guyanais

Ménages	Part de la consommation	Part des impôts	Part de l'épargne
Salarié du public	47%	33%	18%
Salarié du privé	41%	17%	11%
Retraité	37%	27%	29%
Chômeurs et autre inactif	76%	9%	13%

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Tableau 10 : Structure des principales dépenses des ménages réunionnais

Ménages	Part de la consommation	Part des impôts	Part de l'épargne
Salarié du public	57%	23%	17%
Salarié du privé	46%	13%	7%
Retraité	64%	21%	12%
Chômeurs et autre inactif	81%	9%	9%

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

3.10. Emplois et ressources des administrations

Les compétences assurées par les collectivités d'outre-mer sont bien plus étendues que celles exercées par celles de métropole. Le rapport Almont (2008) apporte des éléments d'explication qui mettent bien en évidence l'importance de la spécificité de la fiscalité indirecte : « les dépenses d'investissement direct représentent 65,3% des dépenses d'investissement (contre 31,2% en métropole). Les régions d'outre-mer versent moins de subventions et sont plus souvent maîtres d'ouvrage. Cet écart de structure avec la métropole tend encore à se creuser. Les recettes réelles de fonctionnement atteignent 515 euros par habitant contre 267 euros en métropole. Comme pour les dépenses courantes, la structure des recettes courantes est différente de celle de métropole. La part des recettes de fiscalité dans les recettes courantes est bien plus importante qu'en métropole (63,1% contre 47,7%). En majorité, les recettes fiscales sont des recettes de fiscalité indirecte dues à des taxes induites spécifiques : octroi de mer, taxe spéciale sur les carburants, taxe sur les rhums... ».

Avec les données du Tableau 11, il faut retenir au moins les deux enseignements suivants :

- les ressources financières des collectivités sont alimentées principalement par les transferts reçus de l'administration centrale et par les recettes fiscales. En particulier, l'octroi de mer et la taxe spéciale sur les carburants représentent plus de la moitié des recettes fiscales des collectivités ;
- les ressources procurées par la fiscalité directe représentent l'essentiel des ressources de l'Etat (plus de 80%).
- le solde entre les charges et dépenses permet aux collectivités de dégager une capacité d'autofinancement mais un besoin de financement de l'Etat.

Tableau 11 : Budget des administrations (en %)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		La Réunion	
	Collectivités	Etat	Collectivités	Etat	Collectivités	Etat	Collectivités	Etat
Ressources	100	100	100	100	100	100	100	100
Revenus d'exploitation	13	2	12	2	11	8	17	7
Recettes fiscales	39	13	39	14	44	1	45	11
dont Octroi de mer	13	-	14	-	16	-	13	
dont Taxe spéciale sur les carburants	6	-	6	-	7	-	7	
Revenus distribués des entreprises	0.4	6	0.2	6	0.02	5.2	1	4
dont impôts sur les entreprises	-	5	-	5	-	4,8		4
Impôts sur les ménages	5	79	5	78	4	86	4	78
Transferts des administrations	42	-	44	-	39	-	32	
Transferts du reste du monde	1	0,01	-	0,002	1	0	1	
Emplois	100	100	100	100	100	100	100	100
Consommation	70	89	81	78	75	130	57	115
Transferts aux entreprises	2	1	3	1	2	0,4	2	2
Transferts aux ménages	12	56	10	49	10	52	15	77
Transferts aux administrations	-	34	-	34	-	33	0	26
Transferts au reste du monde	-	1	-	0,1	-	0,3	0	1
Solde	17	-80	6	-62	13	-116	26	-121

Source : Mathouraparsad et Decaluwé, données Insee.

Conclusion

Nous avons présenté les Mcs des quatre départements d'outre-mer Guadeloupe, Martinique, Guyane et la Réunion pour l'année de référence 2008 sur la base des données Insee. D'une part, ces Mcs sont très désagrégées ce qui permet de présenter la structure des économies ultramarines à partir des Tei d'une vingtaine de branches/produits, les principaux flux économiques entre les Dom, les autres régions avoisinantes, la métropole et l'Europe, et le reste du Monde, les comptes des ménages, la distinction Etat/collectivités territoriales etc. D'autre part, l'analyse comparative menée révèle qu'il y a des similitudes fortes entre les Antilles et des différences plus marquées avec La Réunion ce qui nous amène à ne pas considérer les Outre-mer comme un tout mais comme la somme d'éléments aux caractéristiques parfois bien distincts.

A travers leur réalisation, ces Mcs permettent aux territoires d'outre-mer de contribuer à une meilleure compréhension des mécanismes structurels. Et il s'agit là d'une étape qui est un prélude à d'autres travaux de modélisation.

Références bibliographiques

- Almont A (2008) *Avis N° 1200 présenté au nom de la Commission des Affaires Economiques, de l'Environnement et du Territoire sur le projet de Loi de finances pour 2009* (n° 1127). Rapport remis à l'Assemblée Nationale, Paris.
- Cogneau D, Dumont JC (2000) *Effets des sur-rémunérations des agents des administrations sur l'économie de la Réunion*, document de travail Dial n° 13, 18 p.
- Croissant Y (2003) *Un modèle d'équilibre général pour la Réunion*, Document de travail du Ceresur, 30 p.
- Hoareau S (2012) *Mesure de l'impact de la multifonctionnalité des filières de production animale à la Réunion par la méthodologie des matrices de comptabilité sociale*. Rapport en partenariat avec l'Université de la Réunion, l'Université de Gand, le Cirad et l'Université de Genève.
- Mathouraparsad S (2011) *Sur la modélisation et la préparation de la politique économique des régions ultrapériphériques d'Europe : le cas des Dom*, Thèse de doctorat. Université des Antilles, 850 p.
- Mathouraparsad S, Maurin A, Montauban JG (2007) Modeling The Economic Impact of Changes in Tourism for the French Overseas Department : The Guadeloupean Case, Colloque de la Central Bank of Barbados, Barbade
- Pyatt G (1999) Some relationships between T-accounts, input-output tables and social accounting matrices, *Economic Systems Research*, 11: 365-387.
- Pyatt G, Thorbecke E (1976) *Planning Techniques for a Better Future*, Genève, Bureau International du Travail.
- Pyatt G, Round J I (1985) *Social Accounting Matrices: A Basis for Planning*, The World Bank, Washington D C.
- Stone J (1985) The Disaggregation of the Household Sector in the National Accounts', in G. Pyatt and J. I. Round (eds). *Social Accounting Matrices: A Basis for Planning*. The World Bank, Washington D.C: 145-185.



Faculté des Sciences Juridiques et Economiques de la Guadeloupe
Campus de Fouillole - BP 270, 97157, Pointe-à-Pitre, Guadeloupe
Tél : 05 90 48 32 59 – Fax : 05 90 48 33 05

E-mail: creddi@univ-ag.fr | **Internet:** <http://www.creddi.fr>